

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JUIN 2025
Membres de droit

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	Excusée (procuration à M. Gallet)
M. MELMOUX-EUDE [Directeur de la DGAFP]	Excusée (procuration à Mme Bosdecher)
Mme LE BRIGONNEN [Directeur de l'INSP]	Représentée par M. Lartigau en visio [puis procuration à M. Gallet]
M. LEWIS [Président de l'université de Bordeaux]	Représenté par M. Pujolar [puis procuration à M. Gallet]

Personnalités extérieures

Mme BOSDECHER	Présente	M. LEÏS	Présent
M. ETCHEÛAHARRETA	Absent	Mme PAPIN	Absente
M. GALLET	Présent	M. POTIER	Présent

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	Présent	M. FERRIÉ	Présent en visio
M. DÉLOYE	Excusé [procuration à M. Tiberj]	M. TIBERJ	Présent
Mme DUCHESNE	Présente		

Enseignants (Collège B)

M. GAUDIN	Présente	Mme NDIAYE	Présente
Mme LECIS COCCO ORTU	Présente	Mme PISTRE	Présente
Mme NAKANABO DIALLO	Excusée [procuration à Mme N'Diaye]		

Collège BIATSS

M. ROUGER	Présent
-----------	---------

Étudiant-e-s

M. BALLET	Présent	Mme HEBERT	Présente en visio
Mme CUVIER	Excusée [procuration à M. Ballet]	M. LEFÈVRE	Présent
Mme DUVAL	Présente en visio	Mme OLLIVIER-GOUAGNA	Excusée [procuration à M. Ballet]
M. FROMENT	Présent	Mme PAÏRO	Absente
M. GAUTHIER	Présent en visio		

Membres Ès Qualités

Mme AMMAR-KHODJA [Agent comptable]	Excusée
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	Présent
Mme RENSON, représentant le Recteur de l'Académie de Bordeaux	Présente en visio
Mme LABAT [Représentante le DRFiP]	Présente
Mme COURDERC [Directrice Générale des services]	Présente

Membres invités			
Mme ANNEZO	Excusée	M. LE GRAET	Excusé
Mme BASSOULET	Visio	Mme MAILLARD	Présente
M. BERROU	Absent	Mme MARTIN	Visio
M. BERTRAND	Présent	Mme PELLARINI	Visio
M. BLINEAU	Excusé	Mme PINCHAULT	Présente
Mme CARDONA	Présente	M. PREVOT	Visio
Mme CARON	Présente	M. RAMON	Présent
Mme DELAMARRE	Visio	Mme ROUMAGNE	Visio
Mme FOREST	Visio	M. SADLAN	Excusé
M. HERAUD	Excusé	M. SMITH	Présent
M. HOFFMANN-MARTINOT	Excusé	Mme TAJRI	Présente
M. LACAZE	Visio	Mme THIRIOT	Présente
M. LAFORE	Excusé		

1. Informations générales

■ Approbation du procès-verbal du CA du 13 mars 2025 PJ. 1

En l'absence de commentaire, M. Gallet soumet le procès-verbal au vote.

Résultat du vote	Délibération 2025-06
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	26
	Pour 26
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Point d'information sur les suites données au blocage étudiant de mars 2025

M. Darbon rappelle que lors du mouvement étudiant de mars 2025, la direction de Sciences Po Bordeaux s'était engagée à travailler sur plusieurs thèmes identifiés avec les représentants de l'AG et les étudiants. Quatre thèmes ont été travaillés : (1) le paiement des vacataires, avec une situation satisfaisante aujourd'hui, (2) le statut de l'étudiant salarié, présenté lors de la dernière CPCA, qui a globalement satisfait les étudiants concernés, (3) la réforme des procédures VSS, notamment concernant la compétence du directeur en matière de décision et (4) la question de la chaire Défense & Aérospatial à Sciences Po Bordeaux.

Concernant ce quatrième point, un comité d'évaluation de quatre personnes a été formé pour évaluer cette chaire et établir une méthode d'évaluation pour toutes les chaires de l'IEP. Le rapport du comité a été remis au directeur, puis partagé avec le comité et la commission scientifique. Après des échanges initiaux divergents, un consensus a été atteint sur deux annonces importantes :

- (1) Le comité, validé par la commission scientifique, a émis un avis négatif concernant l'association de Sciences Po Bordeaux à la chaire Défense & Aérospatial et en conséquence, le directeur de l'établissement organisera le retrait de l'institution de la chaire d'ici le 31 décembre 2025.
- (2) Le directeur ne valide pas le rapport d'évaluation dans son état actuel. Il devra être corrigé et modifié selon les principes du contradictoire pour l'améliorer, sans que ces changements ne puissent modifier l'avis désormais définitif. Le rapport ne deviendra officiel qu'après des discussions et ajustements avec les parties évaluées.

M. Gallet remercie M. Darbon et s'enquiert d'éventuelles interventions.

M. Potier est surpris de cette annonce, d'autant plus qu'il n'a pas eu connaissance du rapport ni des personnes qui l'ont produit. Il aimerait savoir si la décision de valider ou non l'arrêt de la chaire relève de la direction ou du Conseil d'administration. À titre personnel, il regrette l'arrêt de cette chaire à un moment où ils ont particulièrement besoin de réfléchir sur les questions de sécurité, de défense et de relations internationales dans un esprit de transversalité.

M. Pujolar rejoint les propos de M. Potier. Le rapport leur a été présenté lundi lors de la commission scientifique et sur l'aspect méthodologique, il trouve aussi que la procédure de décision a été opaque. Sur le fond, il trouve que les thématiques travaillées depuis plusieurs années par la chaire sont d'actualité et il s'étonne que Sciences Po Bordeaux se retire de cette démarche. Il serait plutôt favorable à une démarche d'amélioration du périmètre d'intervention et des modalités d'intervention de cette chaire.

M. Gallet propose d'aborder en détail ce sujet lors du point 6, qui concerne la chaire.

■ Point d'information relatif aux partenariats

M. Darbon informe que l'IEP progresse dans le processus de réforme grâce à plusieurs partenariats en cours de développement :

- Un accord avec Bordeaux Sciences Agro, établi il y a 2-3 ans, pourrait aboutir à un double diplôme.
- Un rapprochement est également en cours avec l'ENSMAC, dans le cadre du rapprochement de la formation de Sciences Po avec des formations de type scientifique.

- Un partenariat similaire est en développement avec l'ISPED, visant à créer un parcours commun en sciences politiques et santé publique.
- Enfin, une discussion est en cours avec la faculté de sciences de l'Université de Bordeaux pour une licence commune en sciences humaines et sociales et science.

M. Rouger insiste sur l'importance de s'assurer que les nouveaux partenariats et projets ne surchargent pas les capacités actuelles de l'institution. Il faut veiller à avoir les ressources adéquates pour réaliser les ambitions de l'établissement.

M. Darbon confirme que chaque nouveau partenariat suppose l'identification de nouvelles ressources, notamment humaines, qui permettent une externalisation de la gestion en dehors de l'IEP.

2. Affaires statutaires

■ Modification du règlement intérieur PJ. 2

Mme Tajri explique que le règlement intérieur doit être modifié pour créer le statut d'auditeur libre et quelques modifications mineures. Les auditeurs libres, définis comme usagers du service public, pourront accéder aux cours magistraux, disposer d'une adresse mail institutionnelle, accéder la bibliothèque et emprunter des ouvrages. Ils devront payer des droits d'inscription, fixés ultérieurement, et pourront être acceptés sans condition de diplôme.

De plus, des précisions supplémentaires ont été apportées au règlement intérieur après une présentation en CSA :

- Il est indiqué que l'établissement a désormais un référent VSS qui promeut évidemment un environnement inclusif pour tous les membres de l'établissement.
- De même pour le référent handicap.
- Les organisations syndicales représentatives ont à disposition un local syndical.
- La composition de la commission de recrutement des vacataires a été clarifiée.
- L'IEP met en place un dispositif d'accueil pour les étudiants internationaux et étrangers, géré par le service des relations internationales.
- Enfin, il est rappelé que l'établissement est soumis à des règles de vivre ensemble et tout apport de substances allergènes ou inconfortables au sein de l'établissement doit être fait avec précaution pour s'assurer que cela ne nuit pas aux usagers, aux personnels de l'établissement.

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet le point au vote.

Résultat du vote	Délibération 2025-07
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	26
	Pour 26
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Modification du règlement électoral PJ. 3

Mme Tajri présente la modification du règlement électoral, qui concerne uniquement le collège des enseignants. Il est précisé que seuls les enseignants-chercheurs et chercheurs principalement affectés à l'une des UMR de l'établissement sont électeurs et éligibles. Si cette affectation est perdue en cours de mandat, le mandat devient caduc et une nouvelle élection doit être organisée.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Gaudin fait part de son cas personnel, qui pourrait concerner d'autres personnes. Elle explique qu'elle n'est pas affectée à un centre de recherche depuis quelques années, bien qu'elle soit maître de conférences à l'IEP. Elle précise que cette situation est atypique, mais pas interdite, et qu'elle est due à des raisons historiques. Elle ajoute que certains

collègues, pour diverses raisons, peuvent être employés par l'établissement, mais affiliés à une autre UMR, notamment les historiens et juristes.

M. Rouger explique que le texte concerne les enseignants-chercheurs affectés à l'Institut. La situation est différente pour les chercheurs du CNRS ou d'autres instances, qui ne sont pas toujours rattachés à une UMR de manière permanente.

Mme Gaudin fait remarquer qu'un simple « ou » aurait fait l'affaire dans ce cas.

Mme Tajri lit le texte modifié, prenant en compte la remarque de Mme Gaudin : « Le 1^{er} collège enseignant comprend les professeur.e.s des universités, et les personnels assimilés (professeur.e.s associé.e.s et directeur.ice.s de recherche) dont l'employeur principal est l'établissement ou les EPST tutelles ou cotutelles des UMR ou affectés principalement à une des UMR de l'établissement ». »

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet soumet la modification au vote.

Résultat du vote		Délibération 2025-08
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		26
	Pour	26
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

3. Organisation générale des études

■ Adoption de l'offre de formation de 2nd cycle PJ. 4

M. Compagnon présente l'adaptation de l'offre de formation du deuxième cycle, qui s'inscrit dans la continuité des travaux de l'année précédente et du document adopté lors du Conseil d'administration de septembre. L'objectif est de définir le contenu des pôles et parcours de formation après leur organisation et répartition. Le document soumis à la délibération détaille les principes ayant guidé ce travail, notamment la construction d'un gabarit de maquettes intégrant les compétences professionnelles et les dix compétences de Sciences Po du RNCP, en vigueur depuis septembre dernier. Les blocs de connaissances et compétences ont été regroupés en cinq catégories pour simplifier, au lieu des dix compétences de la fiche RNCP. Un gabarit a été envoyé à chaque responsable ou porteur de projet de nouveau parcours, avec des contraintes à respecter. Par exemple, tous les cours communs de pôle devaient être regroupés dans un même bloc, et le grand oral ainsi que la conférence ou l'enseignement associé étaient prépositionnés dans le premier bloc.

M. Compagnon précise que toutes les maquettes, sauf une pour des raisons de délai, ont été complétées. Les 18 maquettes sont désormais prêtes, et 17 d'entre elles ont été jointes aux documents du Conseil d'administration. Des choix ont été faits, notamment concernant les langues, et deux principes ont été suivis :

(1) Conserver les volumes horaires plafonds pour les 4A et 5A afin d'éviter l'augmentation des coûts enseignants et de faire l'adaptation à coût constant ;

(2) Appliquer plus rigoureusement le référentiel d'équivalences horaires (REH) en ce qui concerne la distinction entre cours magistraux et séminaires-cours (appelés séminaires intégrés ou cours intégrés dans le référentiel). Un plancher de 40 élèves est désormais requis pour qu'un cours de master soit considéré comme un cours magistral. M. Compagnon estime que c'est une mesure importante pour maintenir la discipline collective dans un contexte budgétaire potentiellement tendu à l'avenir.

M. Compagnon termine en disant que la démarche n'est pas encore achevée et que deux étapes essentielles sont prévues pour l'année qui suit. Il y a la codification des maquettes dans le nouveau référentiel Pégase et leur inscription dans ce logiciel, qui servira de logiciel de scolarité à partir de septembre 2026 et la rédaction des règlements des études et des examens correspondant à cette nouvelle organisation, qui nécessitera une concertation large avec les représentants étudiants. Le règlement sera adopté au Conseil d'administration de juin 2026, pour une application ou une entrée en vigueur en septembre 2026.

M. Gallet remercie M. Compagnon et s'enquiert d'éventuelles remarques.

Mme Pistre exprime des préoccupations au nom de l'équipe de LVB concernant les conséquences de la réforme du second cycle sur les cours de LVB à Sciences Po Bordeaux. Elle souligne plusieurs points :

- Diminution des heures de LVB : Les heures de cours passent de 18 à 12, ce qui pénalise les étudiants. Le modèle actuel, qui module le nombre de séances en fonction du nombre d'étudiants, est jugé injuste et inégalitaire. Par exemple, en Master 2, le nombre de conférences varie de manière disproportionnée en fonction du nombre d'étudiants inscrits, indépendamment de l'orientation internationale du parcours.
- Absence de LVB pour les parcours en apprentissage : Les cours de LVB sont supprimés pour ces parcours, sauf pour ceux qui préparent les concours.
- Compétences linguistiques professionnelles : Il sera impossible de travailler toutes les compétences linguistiques professionnelles uniquement durant l'année de 4A. Les programmes avaient été préparés en privilégiant les compétences professionnelles, mais en répartissant les apprentissages sur les années de 2A, 4A et 5 A.
- Les étudiants en alternance en 4A : Une difficulté concerne les étudiants de filière revenant d'une 4A chez un partenaire. Les conventions imposent une évaluation en C1 et C2, mais les enseignants ne pourront pas le faire pour ceux en master en alternance et aucun dispositif alternatif n'est encore défini pour ces derniers.
- La suppression du grand oral de langue : Selon elle, cet examen évalue des compétences professionnelles essentielles, en adéquation avec les orientations de la direction et la nouvelle réforme. Les évaluations en classe ne peuvent pas le remplacer.
- La suppression de la LVB en cinquième année : Sciences Po Bordeaux se distingue par son ouverture à l'international et l'interculturalité, qui sont renforcées par l'obligation de suivre une LVA anglaise et une LVB. Elle regrette donc la suppression de la LVB en cinquième année, annoncée en plus de façon maladroite par mail début juin.

Elle termine son intervention en disant que l'équipe LVB reste ouverte au dialogue en espérant trouver une solution acceptable dans l'intérêt de la qualité de l'enseignement à l'IEP.

Mme Duval aurait deux questions principales. D'abord, elle s'interroge sur le caractère figé ou évolutif des maquettes des masters. Ensuite, elle souhaiterait savoir comment la concertation a été menée avec les responsables et étudiants des masters – elle précise que la déléguée du master APPRI a reçu tardivement les maquettes pédagogiques et que d'autres délégués de masters sont dans ce cas.

M. Compagnon précise qu'il a déjà répondu par écrit à Mme Pistre, donc il sera bref dans sa réponse ici. Il commence par préciser que la politique des langues qui a été adoptée est discutée depuis longtemps. Des consultations ont eu lieu avec différents participants, y compris les coordinateurs de langue. Un arbitrage a finalement été rendu par la direction le 13 mai, et c'est cette décision qui a été appliquée dans la confection des maquettes. Concernant l'enseignement de LVB en 5e année, il avait été initialement envisagé de supprimer cet enseignement, mais la direction est revenue sur cette décision après avoir écouté les retours des étudiants et des enseignants de langue. Son approche de l'anglais est différente, car elle a fixé comme objectif que tout étudiant sortant de l'IEP atteigne un niveau C1 vérifié. Un objectif similaire ne pouvait pas être adopté pour les langues B en raison de leur diversité et de l'hétérogénéité des niveaux, ce qui explique pourquoi un grand oral de langue B n'est pas maintenu. Enfin, M. Compagnon souligne que l'internationalisation des formations ne repose pas uniquement sur l'enseignement des langues, mais se réalise de diverses manières.

M. Compagnon répond ensuite à Mme Duval. Il pense qu'il serait irréaliste que chaque délégué de parcours de master, dont le rôle est temporaire, donne son aval aux maquettes. Concernant la fusion des masters APPRI et MDP, malgré les inquiétudes initiales des étudiants et le peu d'enthousiasme des responsables, ces derniers ont finalement collaboré efficacement pour créer une maquette cohérente respectant toutes les contraintes imposées. Il recommande aux délégués étudiants de s'adresser directement aux responsables de parcours pour obtenir des explications sur les changements apportés aux maquettes, car ils sont les mieux placés pour justifier les modifications et expliquer les nouveaux enseignements.

M. Gauthier prend la parole au nom de l'UNEF. Si l'UNEF n'est pas opposée au regroupement en différents parcours et à l'intégration de cours sur le développement durable et les questions écologiques, elle critique fortement la partie concernant les langues, particulièrement la LVA. Si l'anglais est un atout professionnel, l'UNEF s'oppose au conditionnement de l'obtention du diplôme à l'atteinte d'un niveau d'anglais C1, indépendamment des résultats dans les autres matières. Cette proposition est socialement injuste, car elle accentue des inégalités déjà existantes

dans le secondaire. Les étudiants partis en mobilité dans un pays anglophone seront avantagés. Or, la plupart des mobilités anglophones proposées par Sciences Po Bordeaux se font dans des pays au coût de vie élevé ou très éloignés, donc avec des billets d'avion coûteux. De plus, le niveau d'anglais représente déjà l'un des aspects les plus inégalitaires de l'éducation en France, comme le montre une étude de la DEPP de septembre 2024. La proposition est aussi inégalitaire sur le plan financier, car les étudiants qui échoueraient aux tests de langue internes devraient passer un test privé comme l'IELTS, coûtant environ 180 €. Selon l'UNEF, cette réforme pénaliserait financièrement les étudiants déjà en difficulté scolaire. L'UNEF considère cette proposition comme trop généraliste et inadaptée à de nombreux projets professionnels, l'anglais n'étant pas également important dans tous les domaines. 71 % des Français n'ont pas été interrogés sur leur niveau d'anglais lors de leur recrutement et 17 % ont un niveau supérieur au B2. Un niveau B2 en anglais semble donc être vraisemblablement suffisant pour débiter une carrière professionnelle. Enfin, l'UNEF rejette la logique élitiste de cette proposition. Elle conteste l'argument selon lequel ces dispositifs de rattrapage ne concerneraient qu'une minorité d'étudiants, affirmant que de nombreux étudiants se disent inquiets de ce test obligatoire. Elle s'inquiète particulièrement pour les étudiants qui, bien que performants dans d'autres domaines et ayant validé toutes leurs années, verraient leur avenir conditionné par une seule matière. Si une certification supplémentaire est mise en place, l'UNEF demande qu'elle soit gratuite et ne conditionne pas l'accès au diplôme. Pour ces raisons, il annonce que l'UNEF va voter contre cette réforme.

M. Compagnon revient sur la question des effectifs touchés et propose de réaliser une simulation pour l'année prochaine à partir des résultats de langues des GOL de cette année. Il précise que l'objectif est d'amener un maximum d'étudiants à pouvoir valider leur niveau de langue soit en fin de quatrième année, soit lors du GOL de rattrapage à la fin du premier semestre de cinquième année. M. Compagnon s'étonne également de la position de M. Gauthier, qui considère que les étudiants en difficulté financière seraient nécessairement les plus faibles en anglais. Cette idée ne correspond pas à son expérience d'enseignant et de responsable de parcours. Enfin, pour les cas particuliers d'étudiants qui, après deux échecs consécutifs, n'arriveraient pas à obtenir une validation externe de leur niveau C1, il rappelle l'existence du dispositif FAIRE au sein de l'établissement.

Mme Duval revient sur la réforme des masters. Elle estime qu'il n'aurait pas été inapproprié de consulter les délégués de masters, même avec un simple avis consultatif, car les réformes de masters sont assez rares pour permettre cette organisation.

M. Bertrand précise que les délégués étudiants de master sont conviés deux fois par an à un conseil de perfectionnement. Lors de ces conseils, ils peuvent exprimer leurs souhaits, demandes, satisfactions ou insatisfactions. Il souligne que la direction doit d'ailleurs parfois gérer des demandes contradictoires, certains étudiants demandant le rétablissement d'éléments supprimés ou la suppression d'éléments ajoutés quelques années auparavant à la demande de leurs prédécesseurs. L'administration s'efforce donc de trouver les bons équilibres sur la durée.

M. Ballet pense qu'une solution envisageable serait d'établir un dialogue entre délégués et directeurs de parcours sur les maquettes proposées. Cela permettrait d'aboutir à une réforme alignée sur les souhaits des directeurs de parcours tout en intégrant les retours des étudiants.

M. Darbon rappelle un point technique important : le vote portera sur les gabarits et non sur les maquettes elles-mêmes. Ces débats pourront se poursuivre dans d'autres instances.

M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2025-09
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	19
	Contre	7
	Abstention	1

→ Résultat : adoptée

■ Règlement des études et des examens pour l'année universitaire 2025-2026 PJ. 6

Mme Thiriot présente les modifications du règlement des études pour l'année à venir :

- La première année sera enfin normale, sans dispositions transitoires, notamment concernant le droit.
- La deuxième année sera également normale, sans dispositions transitoires pour le droit, et avec la mise en place d'un travail personnel obligatoire dont le calendrier et les modalités sont à aménager spécifiquement pour le mémoire.
- Une demi-promotion de deuxième année de transition continuera à fonctionner sur le même régime que la deuxième année actuelle, sans travail personnel obligatoire ni conférence de méthode de droit.
- Pour des raisons liées à des neutralisations et à des aménagements d'études pour sportifs de haut niveau, il faut conserver dans la maquette les dispositions concernant la troisième année. Bien qu'elle n'existera plus formellement, cinq étudiants seront encore inscrits en troisième année l'an prochain pour compléter leur cursus. Des contrats d'études individuels ont été établis pour assurer les enseignements qui leur sont dus.
- Une nouvelle procédure pour accompagner les étudiants en difficulté est mise en place. Le nouveau système permet de repérer et d'accompagner plus précocement les étudiants en difficulté. L'objectif est de mettre en place des aménagements d'études adaptés durant l'année, sans nécessairement recourir à la neutralisation. Cette évolution se concrétise par la création d'une commission d'aménagement des études composée des directeurs des directions des études, de la scolarité, des coordinateurs disciplinaires pour le premier cycle et des responsables de parcours pour le second cycle. Cette commission travaillera sous l'égide du référent handicap et de la psychologue de l'établissement.
- Une charte IA et une note de cadrage ont été élaborées pour encadrer l'utilisation des outils d'intelligence artificielle, accompagnées par une mise à jour du règlement des études.
- Concernant la mobilité, il n'y a plus désormais qu'un seul classement en mobilité, identique pour les étudiants choisissant une mobilité académique d'une année complète ou une mobilité hybride.
- Des précisions sont apportées sur les crédits ECTS attribués pour l'année de mobilité dans le cadre du premier cycle: 6 crédits ECTS liés au travail personnel commencé en deuxième année (pouvant être rendu ultérieurement, car crédité sur la troisième année) et 54 crédits ECTS à rapporter de la mobilité. Pour la mobilité hybride, ces 54 crédits se décomposent en 30 crédits pour le semestre académique et 24 crédits pour le semestre de stage.
- Des allègements concernant le travail personnel et le mémoire ont enfin été décidés, avec un renvoi au vademecum du mémoire.

M. Lefèvre remercie la commission des césures pour son travail. Il rappelle que les représentants étudiants souhaiteraient être associés à cette commission et que l'article D611-17 du Code de l'éducation prévoit l'association des représentants étudiants à la procédure des césures. M. Lefèvre précise que cette demande ne vise pas à remettre en cause les décisions de la commission, mais à garantir plus de transparence vis-à-vis des étudiants et assurer leur représentation dans une instance qui a un impact direct sur leur cursus.

Mme Thiriot répond que cette discussion soulevée à la CPCA sera reprise à la rentrée.

Résultat du vote		<i>Délibération 2025-10</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Modification de la charte du statut étudiant salarié PJ. 7

Mme Tajri rappelle que le statut d'étudiant salarié existe à Sciences Po Bordeaux depuis juin 2021. Suite aux demandes des élus étudiants et à la mobilisation étudiante, plusieurs réunions ont été organisées pour modifier ce statut. Elle présente les principales modifications apportées :

- Élargissement des critères d'éligibilité pour inclure les étudiants de filière intégrée pendant leur année à Sciences Po Bordeaux, qui étaient auparavant exclus du dispositif ;
- Simplification des pièces justificatives en acceptant une attestation sur l'honneur de l'employeur au lieu du planning de travail ;
- Assouplissement de la durée du contrat de travail, passant d'une exigence annuelle à une possibilité semestrielle (les étudiants peuvent demander ce statut dans un délai de trois semaines à l'ouverture de chaque semestre) ;

- Introduction de la possibilité de bénéficier d'un rattrapage des devoirs sur table, sous réserve de l'accord de l'enseignant et de la direction des études.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Ballet se félicite des avancées réalisées, notamment l'ouverture aux étudiants en filière binationale, l'inclusion des étudiants qui occupent un emploi représentant plus de 10 heures de travail par semaine, même sans contrat salarié, et les nouveaux aménagements permettant les absences pour les devoirs sur table lorsque cela contrevient aux horaires de travail. Bien que certaines demandes n'aient pu être satisfaites en raison de limites réglementaires ou de désaccords, il se réjouit de voir ces modifications prendre effet pour l'année prochaine.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2025-11
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Adoption calendriers pédagogiques par année d'études PJ. 8

Mme Tajri propose de soumettre directement ces calendriers au vote, sans nouvelle présentation.

M. Gallet soumet le point au vote.

Résultat du vote		Délibération 2025-12
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Adoption du calendrier universitaire 2025-2026 PJ. 9

Mme Tajri passe ensuite au calendrier universitaire qui a dû être présenté à nouveau en raison d'une coquille : l'étendue de la période d'examen et les dates de rattrapages ont été clarifiées.

M. Rouger trouve que la date du 26 août est trop précoce, tant pour les personnels que pour les étudiants. Il souhaite que cette situation puisse évoluer positivement à l'avenir.

M. Lefèvre rejoint M. Rouger concernant la date du 26 août, un point déjà évoqué en CPCA. Cette date pose problème aux étudiants pour les jobs étudiants (qui peuvent se terminer plus tard) et le logement (les contraignant à payer un loyer supplémentaire pour le mois d'août).

Mme Couderc rappelle que depuis quelques années, à la demande des étudiants, les épreuves du premier semestre ont été déplacées de janvier à décembre, avec l'ajout d'une semaine de révision. Des concessions sont donc nécessaires, soit en commençant les cours plus tôt, soit en revenant sur certaines avancées précédemment obtenues. L'administration est ouverte aux propositions, mais elle prévient que toute modification impliquera de revenir sur des acquis qui avaient été considérés comme des avancées par les représentants étudiants précédents.

M. Lefèvre s'interroge sur la faisabilité d'organiser les préentrées pour les étudiants internationaux et les 4A en entrée directe durant la semaine du 1^{er} septembre.

Mme Thiriot explique que décaler la rentrée des cours magistraux d'une semaine affecterait le calendrier, notamment les examens finaux. Elle précise que l'IEP ne peut pas accueillir toutes les promotions simultanément en raison du nombre de salles disponibles et des exigences d'accueil des étudiants internationaux.

M. Gallet soumet au vote la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2025-13
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

4. Ressources humaines

■ Adoption du plan pluriannuel de formation des agents PJ. 10

Mme Maillard indique que le plan pluriannuel de formation destiné aux personnels de l'IEP a été adopté à l'unanimité lors du CSA du 17 juin. Ce plan formalise les pratiques existantes en matière d'offre de formation, avec l'objectif de développer une politique claire et accessible, fondée sur des axes prioritaires et stratégiques identifiés il y a quelques années.

En l'absence de question, M. Gallet soumet au vote la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2025-14
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Adoption de la note de cadrage relative au régime indemnitaire (RIFSEEP) PJ. 11

Mme Maillard précise que le régime indemnitaire concerne uniquement les personnels titulaires (administratifs, de bibliothèques ou techniques) et qu'il est composé de deux éléments : l'IFSE (indemnité mensuelle) et le CIA (indemnité annuelle). Elle précise que la proposition de modification de la note de cadrage existante est issue d'un groupe de travail qui s'est tenu depuis le début de l'année 2025.

En l'absence de question, M. Gallet soumet le point au vote.

Résultat du vote		Délibération 2025-15
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Mise à jour du référentiel des équivalences horaires PJ. 12

Mme Maillard présente les modifications apportées au référentiel des équivalences horaires, qui sont principalement des ajustements mineurs. Ces changements incluent :

- La modification de la période de validité du document, qui ne requiert plus un vote systématique chaque année
- Des mises à jour réglementaires concernant les doctorants sous contrat ;
- Des précisions sur le droit à congé des enseignants et enseignants-chercheurs ;
- Le passage à une périodicité mensuelle de la PES (prime d'enseignement des personnels enseignants du second degré) ;
- Des modifications sur les équivalences horaires des activités administratives ou pédagogiques ;

Elle ajoute que ce document a été soumis au vote du CSA du 17 juin, où il a recueilli quatre votes pour et un vote contre.

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet le point au vote.

Mme Lecis Cocco Ortu précise que son vote contre est motivé par un désaccord sur les modalités de correction du référentiel concernant une fonction spécifique – un élément n'était pas clair. Son opposition porte donc principalement sur une question de méthode.

M. Rouger espère que suffisamment d'éléments seront fournis sur le budget de fin d'année pour permettre un travail équivalent pour les personnels contractuels.

Résultat du vote		Délibération 2025-16
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	26
	Contre	1
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

5. Affaires financières

■ Adoption des taux de prélèvement des frais de gestion sur conventions

Mme Cardona présente les nouvelles règles concernant les prélèvements des frais de gestion dans les conventions. Ces règles, qui remplacent celles de 2018, constituent une simplification et une mise à jour. Le principe général fixe désormais un taux de prélèvement des frais de gestion de 20 % sur l'ensemble des conventions. Elle précise toutefois qu'il existe quelques cas particuliers :

- Lorsque certains partenaires, comme la région Nouvelle-Aquitaine, n'autorisent aucuns frais de gestion.
- Dans le cas spécifique de l'ANR, qui impose une répartition plus détaillée avec des termes précis (hébergeurs, gestionnaires, etc.). L'établissement reprend simplement les modalités imposées.

En l'absence de questions, M. Gallet procède au vote. Il fait ensuite un aparté pour rappeler qu'il souhaite qu'un point sur les recettes, notamment sur les frais d'inscription, soit présenté lors du prochain conseil en septembre. Il aimerait mettre au débat la possibilité d'indexer désormais ces frais sur l'inflation.

Résultat du vote		Délibération 2025-17
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée



6. Politique de l'établissement

■ Présentation du rapport d'évaluation de la chaire Défense & Aérospatial

M. Darbon rappelle que le rapport a été réalisé dans un délai très court par quatre collègues universitaires de Sciences Po Bordeaux, dans un contexte de tension. Malgré ses imperfections, ce rapport apporte des éléments intéressants. La chaire souffrait de deux problèmes principaux : (1) un syndrome de vétusté bureaucratique et un décalage organisationnel, n'ayant jamais été réformée en dix ans pour s'adapter aux conditions modernes de production scientifique et pédagogique, et (2) une politisation ciblée contre les IEP, qui sont régulièrement soumis à des blocages, notamment autour des enjeux de Gaza-Palestine. La chaire a fonctionné en quasi-autonomie par rapport à l'établissement et aux centres de recherche. Elle a produit de vrais résultats en matière de pédagogie, de soutien, de formation doctorale et de recherche appliquée, mais ces pratiques d'autonomie sont désormais révolues. M. Darbon insiste sur la nécessité d'établir des liens entre les chercheurs des chaires et l'ensemble des chercheurs de l'IEP, notamment ceux des UMR, et de mettre en place un véritable système de pilotage et de gouvernance, qui faisait défaut jusqu'à présent. M. Darbon ajoute que la chaire Défense & Aérospatial travaille essentiellement avec des entreprises du Sud-Ouest de la France impliquées dans les secteurs industriels de la défense. Cette collaboration est perçue par certains comme un mélange des genres contraire à l'éthique. Les efforts entrepris pour clarifier que les chaires sont totalement séparées des mécènes – il n'y a pas de lien entre les orientations que pourraient donner des mécènes et les choix scientifiques arrêtés par les chaires – ont été vains. Depuis plusieurs années, cette chaire est ciblée, car soupçonnée d'influencer les orientations de défense et l'université et d'avoir des liens avec Gaza – ce que M. Darbon dément formellement. Ce dernier assure que le retrait de Sciences Po Bordeaux de la chaire n'est pas une fin en soi. Ils sont tous convaincus de l'intérêt de la thématique de la Défense & Aérospatial et de l'intérêt d'une approche multidisciplinaire. Néanmoins, il est nécessaire de réformer le fonctionnement de cette chaire et des chaires en général, notamment dans leurs modalités de gouvernance et de pilotage.

En tant qu'évaluateur de la chaire, M. Smith apporte des précisions sur la composition de l'équipe d'évaluation, qui comprend : lui-même, directeur de recherche en sciences politiques ; Jean-Philippe Berrou, professeur d'économie ; Alain Piveteau, chargé de recherche IRD ; Tonya Tartour, maître de conférences en sociologie. M. Smith précise que tous ces évaluateurs ont l'habitude de travailler en recherche sur la décision et avec des entreprises. L'équipe ne s'est pas penchée sur la thématique de la défense, qu'ils considèrent comme parfaitement légitime pour un IEP, mais sur la gouvernance de cette chaire. Malgré ses dix années d'existence et ses nombreuses réalisations, la chaire n'a pas réussi à s'ancrer correctement dans la recherche, les UMR et même au sein du conseil d'administration, puisqu'aucun compte rendu sur ses activités n'a été présenté depuis 2014. Leur commission a simplement émis un avis, présenté ensuite à la commission scientifique et au directeur. Cet avis indique que dans les conditions actuelles, notamment de gouvernance à Sciences Po Bordeaux, la reconduction de la chaire n'était pas acceptable et qu'il existait plusieurs raisons justifiant son arrêt avant son terme. Il insiste sur le fait que cette recommandation n'est nullement liée à des pressions politiques. Pour établir ce rapport de 35 pages, la commission a examiné attentivement les dossiers et interrogé une vingtaine de personnes impliquées dans la chaire.

M. Potier se dit rassuré sur le processus. Il réitère sa question concernant qui décide formellement de l'abandon d'une chaire – le directeur ou le conseil d'administration. Ensuite, même s'il comprend l'importance de l'évaluation par le corps d'enseignants-chercheurs, il trouve que cela envoie un signal négatif au monde de l'aérospatial, de la défense et plus largement aux acteurs privés et publics. Il plaide pour une réforme de la chaire plutôt que son abandon complet.

M. Darbon répond qu'une rencontre est prévue le 3 juillet avec le président de la FBU pour mettre en place cette procédure de retrait, qui s'effectuera progressivement d'ici le 31 décembre 2025.

Mme Tajri rappelle le cadrage juridique des chaires. Elle explique qu'une chaire est abritée par une fondation, en l'occurrence la Fondation Bordeaux Université. L'établissement conventionne avec cette fondation, qui elle-même conventionne avec les mécènes pour la mise en place concrète de la chaire. Il n'existe pas d'autre acte juridique que celui cité. Elle rappelle également que le décret statutaire confère au directeur la compétence pour signer les conventions de partenariat et engager les différents partenariats.

M. Gallet comprend que c'est donc la décision du directeur qui fait foi pour se retirer de cette chaire.

Mme Lecis Cocco Ortu prend la parole pour lire un communiqué au nom de plusieurs personnes représentant les enseignants scientifiques :

« Les membres du comité ad hoc d'évaluation, les élus de la commission scientifique et les directeurs démissionnaires de la recherche se réjouissent de la décision de la direction de suivre l'avis de la commission scientifique, conformément aux engagements pris et affirment par ce communiqué leur vigilance accrue quant aux suites qui seront données au rapport produit. Elles et ils souhaitent rappeler au Conseil d'administration ce qui suit. Premier point : un comité ad hoc a été créé pour répondre d'une manière urgente à la remise en cause par la mobilisation étudiante de la chaire Défense & Aérospatial. Les étudiants dénonçaient les liens, entre autres, entre la chaire et l'industrie de la défense, jugés désormais en décalage avec les actuels engagements de l'établissement, mais de manière plus générale, ce comité avait pour mission d'initier un questionnement de fonds plus large sur le positionnement, l'encadrement et la valeur ajoutée des chaires au regard du projet d'établissement de l'IEP. Ce comité ad hoc, composé par des chercheurs et enseignants-chercheurs, experts dans leur domaine, Jean-Philippe Berrou, Alain Piveteau, Andy Smith et Tonya Tartour, dont la légitimité scientifique est reconnue dans les champs de l'évaluation des politiques publiques, était donc en mesure de proposer une évaluation fondée sur des méthodes rigoureuses. La composition de ce comité a été approuvée par la commission scientifique du 8 avril 2025. Les dispositifs d'évaluation ont été présentés de manière détaillée lors de cette même commission scientifique. Les critères d'évaluation, inspirés du comité d'aide au développement de l'OCDE et des bonnes pratiques observées dans le cadre du programme des chaires de recherche du Canada et de plusieurs universités nord-américaines, ont été largement discutés, précisés, puis votés lors de la commission scientifique, en amont du travail du comité qui s'y est conformé. À la suite du processus d'évaluation, qui s'est étalé de début avril jusqu'au 23 juin, les élus réunis lors de la commission scientifique du 23 juin ont considéré en grande majorité, à l'issue des débats ayant suivi la présentation du rapport produit par le comité ad hoc, que celui-ci, concluant à l'arrêt de la chaire Défense & Aérospatial avait procédé à une évaluation rigoureuse et convaincante. Ils et elles rappellent enfin que la direction s'était engagée à suivre le sens de cet avis, même si elle n'était pas complètement d'accord sur la forme du rapport. Les membres du comité ad hoc et les élus de la commission scientifique alertent sur le fait que si la direction décidait de ne pas suivre l'avis formulé, cela aurait pour effet de fragiliser la confiance nécessaire entre la direction et la communauté de recherche. »

Mme Duchesne identifie plusieurs problèmes, notamment concernant le rôle de la commission recherche dans les décisions de l'établissement. Mme Duchesne rappelle que la commission scientifique a voté très largement en faveur de ce rapport, le considérant comme scientifiquement valide. La situation actuelle est problématique puisque le directeur a exprimé son désaccord avec le rapport et ses conclusions. S'ils estiment que ce n'est pas un rapport scientifique qui doit entraîner la discussion, Mme Duchesne pense que cela remet en cause l'ensemble de la procédure.

De plus, le processus a bien comporté une dimension contradictoire puisqu'une discussion contradictoire a eu lieu avec plusieurs intervenants, dont le général Laurent et la Fondation Bordeaux Université. La commission s'est prononcée sur la base de cette discussion et du rapport. Elle ne comprend donc pas pourquoi le rapport est remis en cause dans ces conditions. Selon elle, il serait préférable que la direction ajoute au rapport un document où elle exprime son point de vue, plutôt que de faire refaire le rapport. Concernant la possibilité de sauver la chaire, elle indique que le général Laurent a clairement exprimé que la chaire était terminée et qu'il ne souhaite plus travailler avec Sciences Po Bordeaux, tout comme les partenaires. Pour terminer, Mme Duchesne estime qu'en tant qu'établissement spécialisé en science politique, Sciences Po Bordeaux devrait davantage réfléchir à la gestion collective des modes de représentation, de politisation et de discussion au sein de l'institution, plutôt que de se limiter aux aspects formels du cadre.

Mme Ndiaye souhaite réagir sur trois points, en commençant par dissiper les inquiétudes exprimées par les personnalités extérieures concernant un supposé fonctionnement en silo des laboratoires et un manque de dialogue avec des partenaires extérieurs. En tant que directrice adjointe du Laboratoire des Afriques dans le Monde, elle peut affirmer que les deux UMR s'efforcent de faire dialoguer les sciences sociales au-delà du monde académique. Elle cite comme exemple sa récente participation à Paris au lancement du programme DECRIP, où deux journées ont été consacrées au dialogue entre SHS, l'Agence française de développement et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour coconstruire des projets de recherche. Mme Ndiaye se fait le porte-voix d'Anthony Amicelle, enseignant-chercheur responsable d'un master lié aux questions de sécurité, qui a souligné l'intérêt de ces thématiques pour les étudiants et l'établissement. Ce n'est pas le sujet qui est remis en cause, mais plutôt la nécessité d'une interaction continue entre les chaires et les UMR pour enrichir les enseignements et les recherches. Elle exprime ensuite le soutien total de la commission scientifique au travail d'évaluation produit par les quatre collègues, rappelant qu'ils ont mené cette évaluation de manière rigoureuse malgré des agendas chargés, en interrogeant toutes les parties prenantes. Enfin, concernant le risque réputationnel, elle souligne que dans un contexte où les sciences sociales sont constamment attaquées, l'énergie ne devrait pas être investie dans des réponses à ce type de procès. Elle estime que la meilleure réponse à apporter aux partenaires potentiellement inquiets est de les inviter à

lire le rapport, qui soulève seulement la question de la gouvernance des chaires et de leur connexion à l'établissement. Si un enseignement peut être tiré de cette affaire, c'est la mise en place d'un mécanisme global d'évaluation des chaires qui permettra d'éviter de se retrouver dans ce type de situation à l'avenir.

M. Tiberj intervient à titre personnel, n'étant plus membre de la Commission scientifique depuis un certain temps. Il retient de ce rapport des pistes d'amélioration pour toutes les chaires, notamment la nécessité de mieux faire dialoguer ces instances avec les enseignements et la recherche. Il cite en exemple la chaire portée par Timothée Duverger, qui est bien intégrée dans les logiques de recherche et d'enseignement, avec même un master qui y est associé. Ils ont vu tout à l'heure différents gabarits, dont celui du Master Sécurité internationale : M. Tiberj estime qu'il y a de quoi développer de la recherche partenariale, qui s'adresse aux entreprises et aux institutions.

M. Froment souhaite aborder la question centrale des financements. Il indique que « la chaire Défense & Aérospatial est financée par des entreprises armatrices d'Israël qui commet actuellement un génocide en Palestine ». Selon lui, une question de principe se pose sur les financements privés : doivent-ils accepter que n'importe quel argent venant du privé finance les établissements publics ? Il déplore également le manque de transparence de la chaire, notamment que la Commission scientifique n'ait pas eu accès au rapport d'activité annuel ou encore que le contenu de la formation ait été décidé unilatéralement sans consultation des professeurs. Son syndicat est donc favorable à la sortie de la chaire Défense.

M. Potier regrette que tous les membres du Conseil d'administration n'aient pas eu accès au document concernant la chaire, notamment les personnes qualifiées. Il souligne que par nature, une chaire est un objet partenarial qui vise à élargir les réflexions entre le privé et le public, et non un simple centre de recherche. Il remercie Andy Smith pour son évaluation, mais déplore de ne pas pouvoir se prononcer sur le fond faute d'avoir pu consulter le document. En conséquence, il propose de reporter cette décision au prochain Conseil d'administration.

M. Darbon indique qu'il n'y aura pas de vote sur ce point, qui relève uniquement d'une information. Après plusieurs échanges avec le comité d'évaluation, un accord a été trouvé sur le fait que la décision est prise, mais que le rapport nécessite des modifications, dans une approche contradictoire. Il s'agit donc d'élaborer un second rapport qui serait validé à la fois par le comité et par le directeur de l'établissement, permettant ainsi sa diffusion officielle en tant que rapport de l'IEP. Il précise que le rapport actuel n'a pas été diffusé du fait d'erreurs factuelles, de documents occultés et du fait que certaines personnes importantes n'ont pas été auditionnées. M. Darbon répète qu'il n'y a pas de financement direct des entreprises vers la chaire, mais que ce sont des mécènes qui interviennent auprès d'une fondation. Il reconnaît que l'absence de rapport annuel est un défaut, tout en précisant que ces rapports sont présentés à la Fondation Bordeaux Université tous les ans et qu'ils sont accessibles. Sur le rôle de la commission scientifique, M. Darbon rappelle que ses compétences sont strictement définies par les règlements de l'IEP. Tant qu'il sera directeur de l'IEP, les relations entre les orientations de l'établissement, la commission scientifique et la commission pédagogique ne changeront pas. La commission scientifique doit éclairer les choix, particulièrement concernant les activités liées aux chaires, mais il n'y a aucune obligation pour qu'une chaire soit rattachée à un UMR – certaines le seront peut-être, mais d'autres seront ailleurs ou multisites, selon les orientations de l'établissement.

M. Leys aurait deux remarques. Sur la forme, il s'associe aux propos de M. Potier concernant le manque d'informations transmises aux administrateurs par la direction de l'école. Sur le fond, il considère que le retrait de la chaire défense envoie un signal négatif quant à la présence de Sciences Po Bordeaux dans le monde économique et les industries qui font la fierté de la Nouvelle-Aquitaine, surtout dans un contexte où l'IEP est parfois qualifié de « temple du wokisme » dans la presse.

Mme Lecis Cocco Ortu trouve regrettable que tous les membres du Conseil d'administration n'aient pas eu accès au rapport dont la présentation était prévue à l'ordre du jour. Ce rapport a été présenté en commission scientifique et a suivi les cahiers des charges déterminés par celle-ci : l'évaluation s'est déroulée dans le respect du contradictoire, les personnes concernées ayant été entendues. Mme Lecis Cocco Ortu serait plutôt d'avis à ce que M. Darbon exerce un droit de réponse, à joindre au rapport.

M. Darbon explique qu'il refuse de présenter le rapport comme émanant de Sciences Po Bordeaux pour plusieurs raisons : (1) le rapport ne suit pas la procédure d'évaluation classique à laquelle il s'attendait, notamment concernant le caractère contradictoire, (2) il n'a disposé que de deux jours pour le traiter, ce qui est insuffisant compte tenu de ses autres obligations. Il propose néanmoins de diffuser le rapport dans son état actuel aux personnalités qualifiées qui le demandent, en y joignant les commentaires des collègues qui l'ont lu et le document qu'il a lui-même préparé rassemblant toutes les informations sur la chaire concernée.

Mme Gaudin fait remarquer que la chaire possède une dimension pédagogique importante. Deux parcours – politique internationale et carrière administrative – ont particulièrement bénéficié de cette chaire pour des mémoires, stages et divers accompagnements. Elle s'étonne que M. Bertrand et elle-même n'aient pas été consultés et s'interroge sur les critères de sélection des personnes auditionnées.

Mme Bosdecher demande si une communication officielle est prévue concernant la sortie de la chaire, car l'information est déjà sortie dans la presse.

M. Darbon répond que le rapport recommande la sortie de la chaire d'ici le 31 décembre 2025. Il suit donc l'avis et lance la procédure jusqu'au 31 décembre. Il faut encore qu'ils travaillent collectivement sur la communication.

M. Smith précise deux points concernant le rapport. Premièrement, il clarifie que le processus de restitution n'a pas été improvisé, mais qu'ils ont adopté une approche pluraliste. Il s'agissait d'émettre un avis destiné à susciter le débat. Le 23 juin, ils ont présenté leur rapport en une demi-heure, suivi de deux heures de questions, permettant ainsi un temps de contradiction. Ils vont continuer à améliorer le rapport, mais il n'est pas correct de dire que le processus de restitution a été improvisé. Deuxièmement, concernant la consultation, il précise qu'ils ont interrogé les personnes les plus pertinentes, même si certaines, comme Gilles Bertrand, ne se sont pas rendues disponibles malgré des tentatives de contact.

Mme Duchesne indique qu'elle partage l'avis de M. Smith. Elle rappelle à M. Darbon avoir travaillé avec lui au Comité national de la recherche scientifique il y a plusieurs décennies et que les évaluations de laboratoire étaient signées par les rapporteurs. Elle fait remarquer que les quatre rapporteurs actuels sont prêts à signer un document qui n'est nullement diffamatoire, même s'il a pu omettre une ou deux personnes comme c'est le cas dans toute évaluation. Elle précise à l'attention de Mme Gaudin que le rapport évoque clairement les aspects positifs de la chaire, notamment concernant les placements en stage et l'accompagnement des mémoires. La question principale soulevée concerne la production de recherche de cette chaire, puisqu'elle est censée couvrir à la fois l'enseignement et la recherche. Pour terminer, Mme Duchesne clarifie qu'elle n'a jamais demandé que la commission scientifique prenne le pouvoir, mais simplement que son avis scientifique et son travail d'évaluation soient reconnus comme légitimes. Elle conclut en exprimant une préoccupation concernant l'absence actuelle d'un directeur scientifique, l'actuel étant démissionnaire.

M. Gallet soulève deux points concernant l'évaluation des chaires. Sur la méthode, il s'interroge sur le fait qu'une seule chaire ait été évaluée et non l'ensemble. Concernant le rapport, il exprime sa surprise quant à la méthode employée. Se référant à son expérience dans le domaine de la gestion publique, il évoque les procédures d'évaluation de la Cour des comptes: lors d'un contrôle de la Cour des comptes, les magistrats financiers établissent un rapport de constatation provisoire après avoir entendu les différentes parties, permettant ensuite aux instances contrôlées d'apporter leurs réponses. La contradiction peut être apportée de façon orale ou écrite et un rapport définitif est ensuite émis. Là, en l'occurrence, le rapport semble directement définitif, sans étape contradictoire préalable. Concernant la communication, M. Gallet soutient l'idée de diffuser le rapport complété à l'ensemble du conseil d'administration. Il insiste sur l'importance d'assumer publiquement le retrait de Sciences Po Bordeaux de cette chaire et de l'argumenter, plutôt que de laisser place aux rumeurs. Cependant, la théorie des apparences joue contre l'institution, car un lien sera inévitablement établi entre le blocage, les questions politiques et le retrait de la chaire. C'est notamment pour cela qu'il regrette qu'ils n'aient pas saisi cette occasion pour réévaluer plus largement l'ensemble des chaires.

■ Adoption du règlement portant création de l'organe consultatif relatif aux VSS PJ. 13

Mme Tajri présente l'adoption du règlement pour la création de l'organe consultatif relatif aux violences sexistes et sexuelles.

■ Avant-propos:

- La création de cet organe consultatif relatif aux VSS était l'une des revendications de la mobilisation étudiante, cet organe devant donner son avis sur les décisions prises suite à des signalements de VSS.
- Bien que la direction donne suite à cet engagement, il convient de noter qu'il s'agit d'un ovni juridique, car il existe un vide juridique en la matière, le Code de l'éducation et les textes juridiques ne prévoyant pas l'existence d'un tel organe. C'est donc l'avenir et les éventuels contentieux administratifs qui détermineront la portée réelle de l'organe consultatif et sa légitimité.



- Une période expérimentale de deux ans est prévue, à l'issue de laquelle un bilan permettra d'envisager ou non sa poursuite.
- Objectif:
 - Cet organe, créé à compter du 1er septembre 2025 au sein de l'établissement, a pour objectif de donner un avis sur les traitements et les situations de violences sexistes et sexuelles et de harcèlement dont les étudiants de Sciences Po Bordeaux seraient auteurs.
- Membres:
 - Cet organe comprend cinq membres : deux membres de la communauté étudiante, deux membres du personnel enseignant et de recherche et un membre du personnel administratif.
 - Ces membres seront tirés au sort en début d'année universitaire par le service juridique, qui établira également une liste d'attente. Cette dernière pourra être utilisée si le principe d'impartialité n'est pas respecté lors des signalements.
 - Conditions :
 - La désignation doit respecter une parité stricte entre les membres des corps étudiant et enseignant.
 - Les membres s'engagent pour l'année universitaire, sans rémunération ni décharge.
 - Les membres doivent respecter plusieurs principes fondamentaux: la confidentialité, l'objectivité, la bienveillance, le respect de délais raisonnables compte tenu de la souffrance des victimes, la disponibilité et la participation aux formations prévues en matière de VSS.
 - Le document transmis aux membres du Conseil définit également les règles concernant la démission, la suspension ou l'exclusion des membres de cet organe.
- La procédure:
 - Cet organe ne peut pas modifier les procédures prévues par le Code de l'éducation, mais il s'ajoute au dispositif existant.
 - Le schéma de signalement reste celui actuellement en vigueur à Sciences Po Bordeaux, à savoir :
 - La cellule de veille d'écoute reçoit le signalement et échange avec la victime présumée qui doit donner son accord explicite pour la suite de la procédure.
 - En cas d'accord, le signalement est transmis à la direction de l'établissement.
 - Des propositions de suite sont formulées :
 - Le lancement d'une enquête administrative ;
 - Le lancement d'une procédure disciplinaire ;
 - La mise en place de mesures conservatoires. Les mesures conservatoires concernent l'interdiction temporaire d'accès aux locaux, selon le Code de l'éducation, mais Sciences Po Bordeaux est allé plus loin en permettant également des « mesures d'organisation interne » comme des changements de conférences de méthode, des modifications d'emploi du temps, de planning d'examen, etc. ;
 - L'absence de suite.
- Ensuite, le directeur sollicite les personnes concernées pour un échange en indiquant les suites envisagées.
 - S'ouvre alors un délai de trois semaines pendant lequel la victime présumée, si elle est en désaccord avec les actions proposées, peut demander à saisir le nouvel organe consultatif. Cette saisine se fait par le service juridique, qui demande à la cellule de veille d'écoute de réaliser un travail d'anonymisation approfondi.
 - L'organe consultatif vote à main levée à la majorité simple des membres présents et dispose d'un délai d'un mois entre la saisine et l'émission de l'avis.
- Concernant les recommandations que peut formuler cet organe, Mme Tajri précise qu'il peut :
 - Suggérer la réalisation d'une médiation (dont les modalités restent à définir, car l'établissement n'a pas encore de processus de médiation établi) ;
 - Recommander le lancement d'une enquête administrative ;
 - Proposer des mesures conservatoires ;
 - Suggérer des mesures d'organisation interne ;
 - Recommander la saisine de la section disciplinaire ;
 - Proposer de ne pas donner suite à la saisine.
- Sur la base de cet avis écrit et motivé, le directeur de l'établissement pourra soit procéder à un réexamen de ses propositions initiales d'action, soit confirmer sa décision initiale, qu'il notifiera aux différentes parties concernées par le signalement.

- Ces modalités s'appliqueront à compter du 1er septembre 2025 pour une durée de deux ans.

M. Gallet s'interroge sur la légitimité juridique de la délibération proposée. Il souligne le paradoxe entre l'absence de fondement juridique de l'organe mentionné dans l'exposé et la demande de vote du Conseil d'Administration qui constitue un acte juridique. Toute décision émanant de cette structure pourrait facilement être contestée devant le tribunal administratif.

Mme Tajri confirme que la délibération du Conseil d'Administration serait créatrice de droit en l'absence de textes de référence.

M. Compagnon s'exprime en tant que président de la section disciplinaire d'établissement depuis 2020. Il explique que le service juridique a tenté de concrétiser de façon réaliste et opérationnelle une exigence formulée par les délégués de l'AG du blocage et il trouve la procédure élaborée plutôt pertinente. En effet, cet organe consultatif ne peut être saisi qu'à la demande des victimes présumées, et uniquement lorsque les dispositions envisagées par le directeur ne sont pas jugées satisfaisantes par ces dernières – ce dispositif ne satisfait donc pas entièrement les demandes initiales des étudiants, notamment concernant le caractère décisionnel de l'organe et la majorité étudiante dans sa composition. M. Compagnon insiste également sur l'importance de la clause de revoyure prévue après deux ans pour évaluer le dispositif et en tirer les conclusions nécessaires.

Mme Duchesne, qui fait partie de la commission disciplinaire, estime qu'il existe une nécessité absolue d'agir face à la situation actuelle concernant les VSS. Elle observe que le rapport aux violences sexistes et sexuelles évolue très rapidement, ce qui crée un dialogue difficile entre générations. Malgré les efforts importants de Sciences Po Bordeaux pour mettre en place une cellule de veille et d'écoute, ce dispositif ne peut pas apporter de solutions concrètes en raison de son obligation d'anonymat et de son impossibilité à prendre des décisions, et ce manque d'outils adéquats conduit à des blocages en commission disciplinaire. Mme Duchesne trouve que le dispositif proposé est inventif et mérite d'être tenté.

M. Potier trouve positif l'aspect collégial de cette approche – c'est ce qui se pratique dans les grandes entreprises traitant sérieusement ces questions – et approuve la démarche expérimentale proposée. Cependant, il insiste sur le fait de ne pas déléguer la compétence de l'employeur ou de la direction, soulignant que ces situations peuvent impliquer des aspects disciplinaires, pénaux et mettre en jeu la réputation de l'établissement.

Mme Hébert estime que c'est précisément le rôle du CA de créer des commissions consultatives pour répondre à des situations d'urgence, comme c'est le cas des VSS à Sciences Po Bordeaux. Elle soulève différents points :

- Communication : elle trouve que la communication avec le groupe de travail a été précipitée et partielle et que la démarche de co-construction n'a pas été tout à fait respectée.
- Périimètre d'intervention : elle regrette que l'organe ne puisse pas traiter les cas impliquant le personnel et les professeurs, que ce soit en tant qu'auteurs ou victimes de VSS.
- La composition : selon elle, la composition proposée (deux étudiants, deux professeurs et un personnel administratif) aurait gagné à inclure trois élèves pour mieux appréhender les dynamiques des VSS, complétée par un professeur et un personnel administratif.
- La formation : si le tirage au sort peut être intéressant pour impliquer l'ensemble de la communauté dans les questions de VSS, cette approche doit s'accompagner d'une formation solide. À défaut, elle suggère de privilégier un panel de 50 personnes volontaires qui pourrait être complété dans un second temps par des personnes tirées au sort.
- Les modalités d'exclusion : elle regrette que cette décision relève uniquement du directeur et non de l'ensemble du comité ou du service juridique.
- La procédure de saisine : elle estime qu'il serait plus pertinent que l'avis du comité consultatif intervienne avant la décision du directeur, et non après. Le directeur pourrait ainsi suivre ou non cet avis, tout en conservant son pouvoir décisionnaire.
- Les délais : le délai de trois semaines lui paraît extrêmement court, car il faut souvent du temps aux victimes pour réagir après ce type d'évènement.

Mme Gaudin, en tant que membre de la commission de discipline, souligne la difficulté d'utiliser le régime disciplinaire universitaire classique, initialement conçu pour des cas de fraude aux examens, dans des situations complexes qui relèvent parfois du pénal (délits ou crimes). Elle déplore à ce sujet le manque de soutien du ministère de tutelle et la qualité parfois surprenante des conseils juridiques fournis. Malgré la fragilité juridique de la situation,

Mme Gaudin rappelle que le comité a un caractère consultatif, et qu'il n'y a donc pas de risque majeur à ce niveau. Le directeur ne pourra pas s'appuyer directement sur les avis de ce comité, qui ne constitueront qu'un élément parmi d'autres à prendre en compte dans sa décision.

M. Darbon aimerait pouvoir se décharger de la compétence concernant les procédures disciplinaires, qui sont des décisions difficiles à prendre, car elles engagent souvent la santé physique ou mentale des personnes concernées. Malheureusement, aucun mécanisme ne lui permet de déléguer cette responsabilité, qui fait partie intégrante des fonctions du directeur de l'IEP. Avec cet organe, un avis consultatif supplémentaire sera désormais disponible. M. Darbon trouve cela positif, à condition que cela ne constitue pas une pression additionnelle.

M. Gallet est partagé sur son vote, car bien qu'il reconnaisse l'importance de cette instance consultative et les progrès réalisés par Sciences Po Bordeaux dans ce domaine, il craint que cet organe ne crée une pression sur le directeur, pouvant conduire à des décisions qui seraient ensuite potentiellement contestables juridiquement. M. Gallet pense qu'il votera pour la proposition, mais émet de grandes réserves et insiste sur l'importance de l'évaluation du processus dans deux ans.

M. Compagnon souhaite ajouter un dernier point au débat. Il explique que la direction, en acceptant de créer cet organe malgré certaines inquiétudes, a voulu y introduire une dimension pédagogique. L'objectif d'associer des personnes formées à cet effet aux discussions sur la complexité du phénomène est une façon de permettre aux étudiants de prendre du recul et de développer une vision qui ne soit pas uniquement fondée sur l'émotion. Beaucoup de réactions peuvent être ancrées dans l'émotion sur ces sujets et il est important d'insister sur l'existence du droit et la nécessité d'objectiver les situations.

Mme Hébert estime que cet organe vise à privilégier une approche pluraliste de la décision, comme dans les différentes instances de Sciences Po Bordeaux. Elle remercie la direction pour la confiance accordée à la communauté étudiante à travers ce comité consultatif, qui leur permettra de remonter des faits choquants. Elle précise que cette démarche s'inscrit dans une volonté plus large de dénonciation des violences sexistes et sexuelles, afin que chacun puisse se sentir en sécurité à Sciences Po.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet met au vote la délibération.

Résultat du vote	Délibération 2025-18
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	27
	Pour 27
	Contre 0
	Abstention 0

→ **Résultat : adoptée**

■ Adoption de la charte et de la note sur l'intelligence artificielle (IA) PJ. 14

Mme Thiriot présente la charte et la note de cadrage définissant les usages des outils d'intelligence artificielle à Sciences Po Bordeaux. Elle reconnaît que le domaine de l'IA évolue très rapidement, mais ce document constitue un point de départ qui pourra être amené à évoluer. L'objectif de cette charte est d'accompagner la communauté de l'IEP dans l'usage de ces outils. La charte appelle à un usage responsable et éthique des outils d'intelligence artificielle, notamment par rapport aux enjeux environnementaux et au respect des règles RGPD. Cinq niveaux d'usage ont été répertoriés et pour chaque exercice, l'enseignant devra préciser le niveau d'usage autorisé, et les étudiants devront expliciter l'usage qu'ils en ont fait. Par exemple, pour les mémoires de premier cycle, la production directe de contenu par l'IA (niveaux 4 et 5) est prohibée, tandis que l'appui à la constitution est autorisé (niveaux 1, 2, 3). L'utilisation non transparente de l'IA est donc interdite, et c'est ce qui a été traduit dans le règlement des études.

Mme Bosdecher demande si une mention est prévue sur le modèle de l'IA à privilégier.

Mme Thiriot précise qu'aucune mention précise n'est prévue à ce sujet, mais sur les données fournies à ces modèles, oui : les utilisateurs doivent être conscients que ce qu'ils fournissent à l'IA ne leur appartient plus.

Mme Gaudin soulève une contradiction entre deux points dans le document. Au point 1.3, il est indiqué que « chaque enseignant définit les autorisations et la description de l'usage lors d'un travail à faire selon 5 niveaux » (du niveau 0 au niveau 4). Néanmoins, au point 2.2, il est précisé que « l'utilisation de l'IA par les élèves est autorisée dans les rendus à visée d'évaluation uniquement à des fins d'assistance et uniquement pour les niveaux 1 et 2 ». Elle s'interroge sur cette apparente contradiction puisque d'un côté les enseignants semblent libres de définir les niveaux d'usage, mais de l'autre, les étudiants sont limités aux niveaux 1 et 2 pour les rendus évaluatifs. Elle suggère de clarifier ce qu'est exactement un « rendu à visée d'évaluation ». Ensuite, Mme Gaudin émet des réserves quant à la possibilité de vérifier l'utilisation de l'IA par les étudiants. Elle exprime son scepticisme quant à l'efficacité des moteurs censés détecter l'usage de l'IA, compte tenu des progrès rapides de cette technologie et de l'habileté des étudiants à formuler des requêtes de qualité. Selon elle, cela soulève des questions sur la plus-value des mémoires et l'intérêt des travaux à rendre à la maison et invite à repenser les procédures d'évaluation.

Mme Thiriot répond que ce qui va être évalué maintenant, ce n'est pas un produit fini, mais un processus. En prend pour exemple la grille d'évaluation du mémoire de premier cycle, qui comporte cinq critères : la démarche de recherche, l'organisation et la progression du travail, la mobilisation des ressources, la méthodologie de recueil de données et l'analyse et la production écrite, l'appropriation et la restitution orale contradictoire. Elle précise également que la commission de premier cycle a décidé de ne plus organiser de DST à distance ou à domicile.

M. Compagnon estime irréaliste de vouloir interdire l'usage de l'IA aux étudiants sous menace de procédure disciplinaire, car les moyens de vérification seront toujours insuffisants. Il propose plutôt d'associer les étudiants à une réflexion sur l'impact de l'IA. Il fait notamment référence à une étude du MIT qui circule dans la haute fonction publique concernant l'impact de l'IA sur les capacités d'apprentissage du cerveau.

Cette étude suggère qu'une utilisation passive de l'IA diminue les capacités cognitives, tandis qu'une utilisation réfléchie peut améliorer la créativité et la réflexion. Il préconise de créer un narratif commun avec les étudiants plutôt que d'aller vers une logique de surveillance, qui n'est pas viable à terme.

Mme Thiriot répond qu'elle partage cette vision et précise que tous ne sont pas dans une logique répressive. Une démarche d'accompagnement est prévue, notamment au niveau des chargés de conférences de méthode, avec un travail des coordonnateurs disciplinaires sur les séances méthodologiques de rentrée. Des modules complémentaires en informatique seront aussi offerts.

En l'absence d'autres commentaires, M. Gallet propose de voter la charte.

Résultat du vote		<i>Délibération 2025-19</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		26
	Pour	26
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

■ **Modification de la politique achat de l'établissement PJ. 15**

Mme Tajri présente deux modifications de la politique d'achat :

(1) Une précision sur l'appréciation des achats récurrents : le calcul de la valeur estimée du besoin doit être réalisé sur la durée estimée de commande des besoins récurrents, avec une durée maximale de quatre ans conformément au droit de la commande publique.

(2) La hausse du seuil en dessous duquel il n'est plus demandé de produire automatiquement trois devis : ce seuil passe de 1 000 euros hors taxes à 5 000 euros HT suite à l'analyse de la médiane et de la moyenne des achats hors marché public réalisés au sein de l'établissement.

Mme Tajri précise que ces modifications seront d'applicabilité immédiate après accusé de réception du rectorat.

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2025-20</i>
Effectif statutaire du CA		30

Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	26
	Pour 26
	Contre 0
	Abstention 0

→ **Résultat : adoptée**

■ **Adoption note modalités d'intervention des vacataires d'enseignement PJ. 16**

Mme Tajri présente la note :

- Contexte :
 - Cette note a été élaborée dans le cadre de la logique DDRS de l'établissement.
 - En examinant les déplacements des vacataires, un besoin d'uniformisation des modalités de prise en charge a été identifié.
 - Cette démarche s'inscrit également en parallèle de la nouvelle procédure de recrutement des vacataires mise en place à Sciences Po Bordeaux.
- Recommandations principales :
 - Privilégier les vacataires d'enseignement et intervenants pédagogiques dont la résidence administrative principale se situe à Bordeaux-Métropole.
 - Arrêter les déplacements sur site pour toute intervention journalière inférieure à trois heures pour les vacataires dont la résidence administrative principale se situe hors Bordeaux-Métropole. Cette seconde recommandation ne s'applique pas aux conférences de méthode qui, par leur modèle pédagogique, nécessitent une présence physique de l'enseignant face aux étudiants.
- Modalités de prise en charge :
 - La note distingue juridiquement la prise en charge des frais de transport de la prise en charge des frais de déplacement : les frais de transport correspondent aux abonnements (TBM, TER) alors que les frais de déplacement concernent les déplacements journaliers (allers-retours en train).
 - Deux cas :
 - Les vacataires d'enseignement rémunérés dont la résidence administrative principale se situe dans Bordeaux-Métropole peuvent bénéficier d'une prise en charge des frais de transport.
 - Les intervenants dont la résidence administrative principale est hors Bordeaux-Métropole ou qui réalisent des interventions à titre gracieux bénéficient d'une prise en charge des frais de déplacement.
 - Ces prises en charge s'effectuent via des éléments de paie pour les frais de transport ou via un ordre de mission pour les frais de déplacement. L'IEP sera très strict concernant les pièces justificatives, qui devront être fournies au plus tard le 31 août de l'année universitaire (sauf pour les intervenants en formation continue dont le programme s'étend sur la période estivale).

Mme Pistre suggère de communiquer la note aux vacataires lorsqu'elle sera publiée.

M. Potier exprime sa surprise concernant la préférence métropolitaine mentionnée à l'article 3, qui encourage à privilégier les vacataires d'enseignement dont la résidence se situe à Bordeaux Métropole. Il trouve cette formulation maladroite, d'autant plus que la région dispose d'excellents moyens de transport collectif permettant à des intervenants résidant hors Bordeaux Métropole de venir facilement à Sciences Po Bordeaux. Il s'inquiète également que la limitation des interventions à moins de trois heures prive l'établissement de forces vives extérieures et réduise le vivier de vacataires.

Mme Tajri répond qu'il était nécessaire de définir un critère objectif et géographique et que ce critère a été établi après diverses discussions internes et consultation du vivier actuel des vacataires.

Mme Couderc ajoute que cette note répond aux demandes des vacataires pour une meilleure prise en charge globale de leurs frais de transport : de nombreux vacataires n'ont actuellement pas accès aux remboursements et que cette démarche leur est favorable.

M. Gallet rejoint l'avis de M. Potier et regrette ce signal de repli, particulièrement à un moment où Sciences Po Bordeaux peut se féliciter d'avoir un recrutement devenu beaucoup plus national grâce à Parcoursup. Il y a un

paradoxe entre la volonté d'élargir le vivier d'étudiants au niveau national et la restriction concernant les intervenants extérieurs.

Mme Couderc souligne que contrairement à ce qui a été suggéré, la note prévoit des remboursements plus favorables pour les personnes situées hors Bordeaux Métropole, leur venue n'est absolument pas remise en question. Cependant, il existe également d'excellentes compétences au sein de la métropole bordelaise, qui ne sont parfois pas assez mobilisées. Mme Couderc termine son propos en insistant sur le fait que l'objectif de la note est avant tout d'améliorer le remboursement des personnes venant de l'extérieur de Bordeaux Métropole.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet procède au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2025-21</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		26
	Pour	25
	Contre	0
	Abstention	1

→ **Résultat : adoptée**

7. Informations et questions diverses

M. Gallet annonce qu'il est 16h29 et que l'ordre du jour est épuisé. Il propose à M. Darbon de conclure la séance.

M. Darbon propose d'organiser une réunion de réflexion stratégique lors du prochain Conseil d'Administration prévu le lundi 29 septembre. Cette rencontre viserait à définir les grandes orientations de l'établissement pour les cinq prochaines années. Il suggère de préparer une note présentant l'état de l'IEP en termes de ressources humaines, moyens financiers et capacités d'accueil des étudiants afin de disposer d'éléments concrets pour la discussion. Cette réflexion aborderait également la place de la commission scientifique dans la définition des objectifs pédagogiques. La matinée du lundi 29 serait consacrée à cette discussion et l'après-midi au Conseil d'administration dans sa forme officielle.

M. Gallet soutient cette démarche et suggère d'inclure un tableau comparatif de l'évolution des autres IEP, notamment Sciences Po Paris, ainsi qu'une analyse au niveau des masters. Il fait remarquer l'attractivité croissante de l'université, visible dans les choix des étudiants sur Parcoursup, particulièrement pour les doubles licences et les masters.

M. Gallet conclut en souhaitant aux membres du CA un bel été et leur donne rendez-vous en septembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.